

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE

## Le soutien mutuel public-privé

**CIFA.** Conférence sur le partenariat entre les gérants indépendants et l'ONU à Genève.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Ce sont presque invariablement les grandes multinationales qui sont citées lorsqu'il s'agit des partenariats public-privé avec les Nations-Unies. La Convention des intermédiaires financiers indépendants (Convention of Independent Financial Advisors ou CIFA) est pourtant la toute première association à s'être exprimée à l'Assemblée Générale de l'ONU. Il est vrai que regroupant plus d'un million de membres au niveau mondial, sa représentativité est plus que significative. L'Europe seule compte plus de 500.000 intermédiaires financiers. Auxquels il faut ajouter 700.000 conseillers et plus de 2 millions de personnes dans les back-offices. Engagée dans l'effort pour un développement durable promu par les Nations-Unies, la CIFA tenait hier la conférence CIFA-UNOG au Palais des Nations à Genève.

C'est à Christian Friis Bach, secrétaire exécutif de la CEE-ONU, qu'incombait la responsabilité d'établir le cadre de la conférence, présentée et modérée par Hanifa Mezoui directrice de la Section des ONG/ECOSOC au Département des Affaires éco-



**CHRISTIAN FRIIS BACH.**

La coopération étroite entre secteur public et privé est nécessaire.

nomiques et sociales des Nations Unies. Les ambitions sont immenses. Les objectifs de développement durable (SDG) définis par les Nations-Unies incluent l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2030. Les besoins en financement des infrastructures (eau potable, énergie, communications, services sociaux etc.) se chiffrent entre 5000 à 7000 milliards de dollars annuellement. Seule une coopération étroite en secteurs public et privé – accompagnée d'une bonne dose d'innovation – permet d'envisager un chantier aussi colossal. Entre fonds souverains et autres institutions financières, 80.000 à 90.000 milliards de dollars peuvent être canalisés dans la bonne direction. Ce que la CNUCED s'efforce de soutenir comme le rappelait Joerg Weber de la division de l'investissement et des entreprises de l'agence.

C'est là que la CIFA et ses membres peuvent et veulent jouer un rôle clef. L'objectif des gérants

indépendants est d'assurer un rendement convenable à leurs clients mais aussi de contribuer à l'effort, «pour accomplir quelque chose dont on peut être fier» disait Jean-Pierre Diserens, secrétaire général de la CIFA. En étant le maillon indispensable entre investisseurs privés et investissement durable car les clients préfèrent avoir affaire à un gérant qu'au service standardisé des grandes institutions financières, ou pire, à la dépersonnalisation totale des services internet, expliquait Vincent Derudder, président du comité consultatif de la Fédération Européenne des Conseils et Intermédiaires Financiers (FECIF). Les gérants indépendants sont donc placés stratégiquement pour encourager les investisseurs à se tourner vers les investissements à long terme, orientés vers la durabilité. Ce que la directive européenne sur l'investissement à long terme aurait du promouvoir si José Manuel Barroso et Michel Barnier lui avaient consentie une priorité suffisante. Attention toutefois à ne pas décourager les gérants par des réglementations contradictoires. Ils ne pourront jouer ce rôle que si leur rétribution leur permet de survivre. La suppression des rétrocessions de commission des fonds de placement peut poser problème si la Commission pour une réglementation affûtée et performante (REFIT) n'y met pas bon ordre. Il ne faut pas non

plus les sacrifier aux intérêts des grandes institutions financières. Président de la CIFA, Pierre Christodoulidis revenait sur l'augmentation des inégalités et l'asymétrie de l'information, favorisées par une propension au gigantisme qui assure concentration des pouvoirs et impunité (too big to fail) dans un nombre trop réduit de mains. Avec pour corollaire une perversion du système libéral l'éloignant de la prospérité pour tous et une détérioration du statut des petites sociétés, «oxygène du marché». Un problème dont, pour l'instant, seul Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, paraît s'alarmer.

Une loterie mondiale pour soutenir le développement durable? Pourquoi pas, suggérait le conseiller national, Yves Nidegger. Le goût du jeu fait partie de la nature humaine. Autant le canaliser à des fins utiles. La santé humaine se mesure en termes physiques, psychologiques et sociaux... mais aussi financiers concluait Zoltan Luttenberger, membre du conseil exécutif de la CIFA, qui travaille à la rédaction des devoirs universels du conseil financier.

En conclusion, Cosima Barone, également membre du conseil exécutif de la CIFA, évoquait le rapport de confiance entre gérants et investisseurs, indispensable à la réalisation des objectifs. ■